

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 3.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.  
Toute communication doit être affranchie.

Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 15 JANVIER 1880

## AVIS IMPORTANTS

*L'Opinion Publique* est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## ÇA ET LÀ

M. Poujoulat, écrivain français bien connu au Canada, est mort la semaine dernière à l'âge de 72 ans.

Un magnifique banquet a été donné à M. Chapleau, mercredi dernier, au Windsor, à Montréal. M. Chapleau a beaucoup insisté sur son désir sincère d'exécuter sérieusement son programme de conciliation. Certaines personnes en concluent que de nouveaux efforts seront bientôt tentés pour rendre la coalition plus sérieuse et plus efficace.

Pour secourir les pauvres qui souffrent de la faim et du froid à Paris, le *Figaro* a organisé une souscription qui, le premier janvier, avait atteint le joli chiffre de un million de francs. Jaloux de ce succès, les journalistes républicains ont aussi ouvert des souscriptions à leurs bureaux. C'est une lutte émouvante dont les pauvres vont profiter. On voit figurer dans les listes publiées par le *Figaro* tous les grands noms de France.

Un nouveau journal de l'Instruction Publique vient de paraître pour prendre la place de l'autre. Il sera publié par M. Rolland, et comptera parmi ses rédacteurs MM. Montpetit, Dunn et Legendre. C'est une entreprise privée et nationale qui fait honneur à ceux qui en ont eu l'idée. Nous sommes sûrs qu'ils la mèneront à bonne fin et qu'ils trouveront l'encouragement auquel ils ont droit.

M. Amable Jodoin est mort à Belœil, le 8 du mois courant, à l'âge de 51 ans.

Riches et pauvres, parents et amis, tous ceux qui le connaissent, regrettent vivement la mort de cet homme de bien, bon père et bon époux, excellent chrétien, citoyen honnête et généreux, dont le patriotisme, la bonté et la charité étaient admirables.

Sa vie a été rempli de vicissitudes, semée de fleurs et d'épines, mais, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, il a toujours été le même. Ses concitoyens lui ont plus d'une fois manifesté leur confiance en l'élisant au conseil-de-ville de Montréal et à la Chambre des Communes comme représentant du comté de Chambly. Mais il n'y avait que Dieu pour le récompenser dignement du bien qu'il a fait.

La *Tribune* de New-York dit que le Canada n'a pas besoin d'avoir peur, s'il devenait indépendant, que les États-Unis l'annexent malgré lui.

Les Canadiens dit-elle, peuvent faire toutes les expériences d'indépendance qu'il leur plaira sans la moindre crainte d'action non amicale, et même de sentiment non amical, de leur grand voisin. En fait, leurs relations avec les États-Unis comme nation indépendante seraient plus cordiales qu'elles ne le sont maintenant, parce que nous les respecterions davantage s'ils avaient la virilité de se débarrasser des lisières de la mère-patrie, et nous réglerions nos petits différends diplomatiques dans l'esprit généreux qu'un grand pays peut manifester envers un petit.

Le *Canadien* prétend que nous n'avons besoin ni de l'annexion ni de l'indépendance, vu que l'Angleterre nous accorde tous les droits et toute la liberté dont nous avons besoin sous le rapport matériel et politique. Il dit cependant que les circonstances peuvent susciter des tendances vers un changement, et il ajoute que "Sir John veut évidemment terminer sa carrière en constituant sur des bases plus larges l'indépendance de la Confédération, dont il est l'un des créateurs. Nous voici avec un ministre résidant dans la capitale de l'Empire, investi de grands pouvoirs et destiné à exercer une grande influence dans l'intérêt de la Puissance. Nous aurons bientôt l'autorisation de traiter avec les pouvoirs étrangers, de régler nos tarifs douaniers selon nos besoins à notre gré."

Le voyage du grand chancelier russe Gortschakoff à Berlin, a provoqué nombre de commentaires, et de conjectures. On lit dans le *Times* à ce sujet :

Pendant sa récente visite à Berlin, le chancelier russe a fait les plus grands efforts pour rétablir entre l'Allemagne et la Russie les bonnes relations d'autrefois, et le prince a la confiance que ses efforts à cet égard ont été couronnés de succès. Il ne sera pas difficile non plus de renouer avec l'Autriche-Hongrie des liens qui, dans ces derniers temps, s'étaient quelque peu relâchés. Le cabinet de Vienne, comme on le sait vise surtout à l'exécution et à l'exacte observance du traité de Berlin. Or, la Russie est prête à la seconder dans ce sens—car c'est là une politique nullement contraire aux intérêts russes. Pour ce qui est de la France, il convient à la Russie de veiller dorénavant avec calme à la marche de la République. La condition intérieure de la République est si incertaine, qu'on doit réfléchir avant d'entrer dans des rapports plus intimes avec elle.

Nous avons jusqu'à présent dit peu de chose des préparatifs qui se font en ce moment aux États-Unis comme au Canada

pour célébrer la Saint-Jean-Baptiste à Québec, le 24 juin prochain. Nous applaudissons d'avance au spectacle admirable que Québec nous offrira en ce grand jour, mais nous croyons devoir exprimer le vœu qu'on s'efforcera de donner un résultat pratique à cette belle démonstration. Se réunir pour chanter les gloires de la patrie est louable, mais ce n'est pas suffisant, il faut surtout viser aux moyens de vivre sur le sol aimé de la patrie, d'y conserver notre influence ou plutôt de l'accroître. L'Anglais chante moins que nous, mais il agit plus. Profitons de la réunion de la grande famille canadienne qui aura lieu le 24 juin prochain, pour émettre des idées et discuter des questions ayant rapport à l'avenir de notre nationalité. Certaines discussions et résolutions devraient être préparées.

M. Houde, du *Nouveau-Monde*, l'un des orateurs qui ont pris la parole au fameux dîner de la Société d'Économie Politique, a jugé à propos, lui aussi, de donner quelques explications. Il proteste contre les insinuations et les accusations du *Globe*, se prononce contre l'annexion, mais croit opportun et utile de discuter cette question ainsi que celles de l'indépendance, de la fédération impériale et de l'union législative.

Au contraire, dit-il en terminant, nous croyons qu'il vaut mieux connaître aussi précisément que possible l'avenir qui nous est réservé, en d'autres termes, savoir où nous allons. On ne peut se le dissimuler, il y a dans le pays des partisans d'une fédération impériale, d'une union législative des diverses provinces de la Confédération, d'une union douanière ou même complète avec les États-Unis, et de l'indépendance du Canada ou du maintien du système actuel. Nier cela, c'est s'aveugler. Or, parmi toutes ces idées, il doit y en avoir une meilleure que les autres, une dont la réalisation devrait être particulièrement l'objet de nos espérances et le but de nos efforts. C'est ce que nous devrions tous essayer, sans passion, sans parti pris, de trouver et de démontrer, afin de former une opinion publique saine et éclairée sur l'avenir que le Canada doit désirer et rechercher.

Une belle démonstration a eu lieu, la semaine dernière, à Québec, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'ordination sacerdotale de Mgr Cazeau.

Mgr Cazeau, dit le *Canadien*, est né à Québec le vingt-quatrième jour de décembre 1807. Après avoir fait son cours classique au collège de Nicolet, il fut ordonné prêtre le troisième jour de janvier 1830. Il est au service du diocèse de Québec depuis cinquante-quatre ans; car il est entré à l'archevêché quelque temps avant de prendre la soutane. Durant sa longue carrière, il a passé sous les différents évêques qui ont administré ce diocèse, des charges de sous-secrétaire, de secrétaire jusqu'à celle d'administrateur, soit pendant la vacance du siège, soit pendant l'absence de l'archevêque.

À une soirée littéraire donnée le 6 courant, à l'Institut-Canadien, sous la présidence du Dr Vallée, l'abbé Bégin a fait une conférence remarquable.

Le talent du Rév. M. Bégin, comme écrivain et conférencier, dit le *Canadien*, est trop bien connu de nos lecteurs pour que nous ayons besoin d'en faire l'éloge. Sa voix sympathique, ses idées élevées, sa phrase correcte, sa diction distinguée ont plus d'une fois déjà charmé les amateurs du beau et du vrai. Qu'il nous suffise de dire que lundi soir M. l'abbé Bégin n'a fait qu'affirmer une réputation déjà acquise.

Le fameux Clémenceaux a fait, à Paris, dans la Chambre des députés, au commen-

cement de la crise qui s'est terminée par la démission du ministère, un de ces discours concis, secs, virulents et tranchants, dont il a le secret, et qui le rendent si dangereux. C'était à propos de l'amnistie, il a eu des mots terribles, et s'est fait l'écho des pensées intimes et des projets néfastes du communisme. Un écrivain français rend compte de l'effet produit par ce discours dans les termes suivants :

On dit quelquefois, après un tumulte parlementaire, qu'on vient d'assister à une séance de la Convention. Mais je trouve que cette fois, on peut le dire sans hyperbole. C'est la Commune elle-même qui, par dessus le gouvernement et la Chambre, a harangué les masses populaires, et porté devant elles ses menaçantes revendications. On croit généralement que M. Clémenceaux ne voulait pas aller si loin, et qu'il a cédé à un emportement de tribune dont il n'avait pas mesuré l'effet.

J'en ai causé avec huit ou dix députés républicains qui paraissent navrés du tort que ce discours enflammé peut faire à la république. C'est de la poudre, c'est du salpêtre. On y rencontre à chaque instant ce qu'un député du centre appelait des "mots d'insurgé." On y sent courir un souffle particulier à certaines époques. L'attaque à la bourgeoisie, même républicaine, s'y annonce avec la sourde rage et la rancune démagogique de juin 1848 et de mars 1871.

Que dites-vous de cette ingénieuse comparaison entre "l'amnistié d'Aumale et l'amnistié Humbert!"

Jamais depuis sept ans on n'avait sonné pareille fanfare. Jamais M. Clémenceaux lui-même n'avait osé emboucher une aussi éclatante trompette. Ne vous y trompez pas : pour beaucoup de républicains conservateurs, c'est celle du jugement dernier.

L.-O. DAVID.

## L'ANNEXION

Le *Herald* de New-York n'a pas eu de chance avec son canard d'essai au sujet du prétendu mouvement annexionniste. Les hommes publics dont il disait exprimer les idées se défendent tous des propos qu'il leur a prêtés, et profitent de l'occasion pour affirmer leur absolue loyauté comme sujets britanniques.

Ils ont bien pu se faire les échos de quelques mécontentements ou plaintes qui naissent des désavantages de notre position présente, et parler des modifications que l'avenir tient en réserve; mais de cela à des griefs comme ceux des Bostonnais au siècle dernier, et à un mouvement annexionniste, il y a loin. Le *Herald* a fait comme le loup de la fable, qui prenait naïvement au sérieux les menaces de la mère parlant de lui jeter son enfant à dévorer. Il a vu toute une affaire dans quelques mots sans portée de *colonistes* murmurant contre leur métropole, et il s'est imaginé que les Américains n'avaient qu'à nous tendre les bras pour nous faire consentir à renier l'Angleterre.

Il ne peut être question pour nous de l'annexion que comme hypothèse. Advenant certaines éventualités, nous pourrions songer à titre de pis-aller. Ainsi, le Bas-Canada préférerait vraisemblablement l'annexion à l'union législative, s'il arrivait que nous eussions à choisir entre ces deux alternatives peu réjouissantes. Quant à l'indépendance, nous ne la désirons pas pour le moment, et nous n'aurions aucun motif d'y songer de longtemps encore si la métropole consentait à nous faire participer aux avantages de ses traités de commerce, avantages qui sont de beaucoup plus considérables que ceux que nous pourrions obtenir nous-mêmes comme état indépendant. Nous nous trouverions